ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

3e Circonscription (PONT-L'ÉVÊQUE)



Robert BOURDON

Electrices, Electeurs,

VOICI POURQUOI LE PSU EST LE PARTI DE VOTRE AVENIR

VOICI POURQUOI CE SERA VOTRE PARTI

La IVe République est morte des crises coloniales, mais aussi de ses structures défectueuses.

Le « système » gaulliste ne repose que sur la propagande, le développement d'un parti-robot : l'U.N.R., et l'autoritarisme d'un homme.

Le P S U rejette à la fois la IVe République et le système actuel. Il pourrait lui aussi se cacher derrière de grands noms, nombreux dans ses rangs (Mendès-France, Kastler, Schwartz, etc...). Il préfère faire appel à votre intelligence et à votre discernement. Il a opposé aux solutions gaullistes un programme dont voici l'essentiel :

UNE POLITIQUE AUDACIEUSE DU LOGEMENT.

550 000 logements par an dont 400 000 logements sociaux, la municipalisation des terrains à bâtir, le loyer proportionnel aux ressources, la rationalisation de la construction par un Service National de l'Habitat.

LA DEMOCRATISATION DU REVENU NATIONAL.

Le retour progressif aux quarante heures, la majoration du S M I G et du S M A G, le rattrapage des bas salaires et de ceux du secteur public.

L'EXPANSION ET LE PLEIN EMPLOI.

L'arrêt de la politique actuelle de création volontaire du chômage ; la mobilisation de toutes les ressources par une Banque Nationale de l'investissement ; la nationalisation des monopoles de fait ; la création d'entreprises avec l'aide de l'Etat ; le recyclage des travailleurs sous le contrôle des syndicats.

UNE AGRICULTURE MODERNE ET PROSPERE

La fixation du prix de la terre à sa valeur de production ; l'aménagement rural par des sociétés foncières à capitaux publics, créant des exploitations viables qu'elles loueront à long terme ; la commercialisation coopérative des produits agricoles ; les mêmes avantages sociaux dans l'agriculture que dans les villes.

LA DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT.

Enseignement obligatoire jusqu'à 18 ans ; réduction progressive des effectifs des classes ; allègement des programmes ; cycles d'observation et d'orientation rationnels ; dispositions en faveur des vocations tardives ; l'université plus proche des étudiants (réforme de la pédagogie) et ouverte à tous grâce à l'allocation d'études sur critères universitaires ; la mise en chantier de toutes les écoles et facultés nécessaires ; l'éducation permanente.

UNE VERITABLE POLITIQUE SOCIALE ET SANITAIRE.

L'égalité totale des femmes et la fin de toutes discriminations (statut civique, familial, professionnel) ; la liberté de la conception (abrogation de la loi de 1920) ; une politique de la jeunesse appuyée sur les organisations de jeunesse qui prendront part à son élaboration ; le triplement de l'effort hospitalier du Ve Plan ; un Service National de Santé, géré démocratiquement par des représentants de l'Etat, des malades, des professions médicales.

UNE POLITIQUE DE COOPERATION INTERNATIONALE.

L'abandon de la force de frappe ; pas de retour à l'OTAN, au contraire liquidation du Pacte Atlantique en 1969, et désengagement économique vis-à-vis du capitalisme américain ; l'appui à l'O N U et à tous les efforts de désarmement ; la solidarité avec les peuples en lutte pour leur émancipation (politique et économique), notamment avec le peuple vietnamien contre l'agression américaine ; un effort de construction d'une Europe élargie, démocratique, indépendante des Etats-Unis et en marche vers le socialisme.

POUR REALISER CE PROGRAMME, DES MOYENS INSTITUTIONNELS.

Un gouvernement de législature, appuyé sur une assemblée disposant de pouvoirs réels, mais qui revient devant les électeurs si elle renverse le gouvernement. Une assemblée économique représentant les producteurs et travailleurs en fonction de leur importance numérique ; le développement des sections syndicales et des comités d'entreprises, un rôle de gestion accru pour les travailleurs du secteur public, une fiscalité réformée, mieux répartie, soulageant les revenus modestes et fournissant aux communes et agglomérations des ressources importantes.

Ce ne ont là que les têtes de chapitre d'un plan minutieusement élaboré, **issu du Contre-Plan du P S U**, caractérisé essentiellement par la définition des réformes de structures et **des moyens financiers et fiscaux nécessaires à la réalisation de ses objectifs sociaux**, et par là même exempt de toute démagogie. L'Union de la Gauche doit permettre de le réaliser en peu d'années.

Le P S U propose une véritable politique d'expansion régionale,
ce qui implique :

La création d'emplois stables par l'implantation d'usines importantes qui puissent elles-mêmes donner naissance à d'autres entreprises.

L'éducation nationale réellement assurée en milieu rural, car actuellement les jeunes ruraux ne peuvent se préparer à leur métier d'agriculteur moderne et, s'ils veulent quitter l'agriculture, n'ont pas la formation nécessaire à l'obtention d'emplois qualifiés.

Développer l'équipement en milieu rural pour donner aux agriculteurs un niveau de vie humain égal à celui des citadins.

Résoudre le problème des communes-dortoirs de la banlieue caennaise et de leurs difficultés financières, dans le cadre des investissements nécessaires à l'ensemble de la zone urbaine.

Pour mettre en œuvre cette politique, il faut : **créer une assemblée régionale, élue au suffrage universel proportionnel,** transformer le CEBANOR en un véritable Conseil Economique Régional Consultatif.

Dans l'immédiat, pour répondre aux aspirations des travailleurs, le P.S.U. proposera aux syndicats et partis, en vue de la modification du Ve Plan, et de la préparation du VIe, l'organisation en commun des **Etats-Généraux de la planification pour l'expansion démocratique de la Basse-Normandie.**

Le 5 Mars vous aurez à juger et vous condamnerez 5 ans de politique gaulliste. Vous vous refuserez alors à voter pour un candidat Ve République qui, en dépit de ses « mais », ne pourra que poursuivre la politique de la précédente législature et sera incapable de réaliser son programme. Vous aurez alors à choisir un programme **non démagogique** de justice, d'égalité et de progrès social.

Vous ne voterez pas pour des notables dont l'intérêt pour les travailleurs recouvre un paternalisme traditionnel, mais pour des hommes qui par leurs origines et leurs activités syndicales sont au fait de vos problèmes et qui, mandatés par eux, ont déjà défendu les travailleurs.

Vous apporterez dès le premier tour vos suffrages aux candidats du P S U

Robert BOURDON
Professeur
Militant Syndicaliste

Edouard SOCHACKI
Ouvrier Métallurgiste
Militant Syndicaliste

Imp. R. Le Brun - Caen